

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com



SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Nigeria

Mise en circulation prévue de bus fonctionnant au gaz

Le Nigeria n'entend pas rester en marge de la transition énergétique qui s'opère dans le secteur des transports à travers le monde ... • (Page 03)

Investissement

Les secrets de réussite en entrepreneuriat selon Mossadeck Bally

En Afrique, de plus en plus conseillé, notamment aux jeunes, l'entrepreneuriat quoique se ... • (Page 04)

Services essentiels de santé

• (Page 03)

Marché financier de l'Umoa

Le Bénin encaisse 41 milliards des Obligations de relance

Le Bénin, à travers la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique • (Page 04)

Gestion, exercice 2018-2021

Le CNP-Bénin en double Assemblée générale

Réunis sous le Conseil national du patronat (CNP-Bénin), les employeurs du Bénin ont tenu, jeudi 28 avril 2022, une double Assemblée générale ... • (Page 02)

Epidémie de rougeole

L'UNICEF et l'OMS s'inquiètent de la flambée

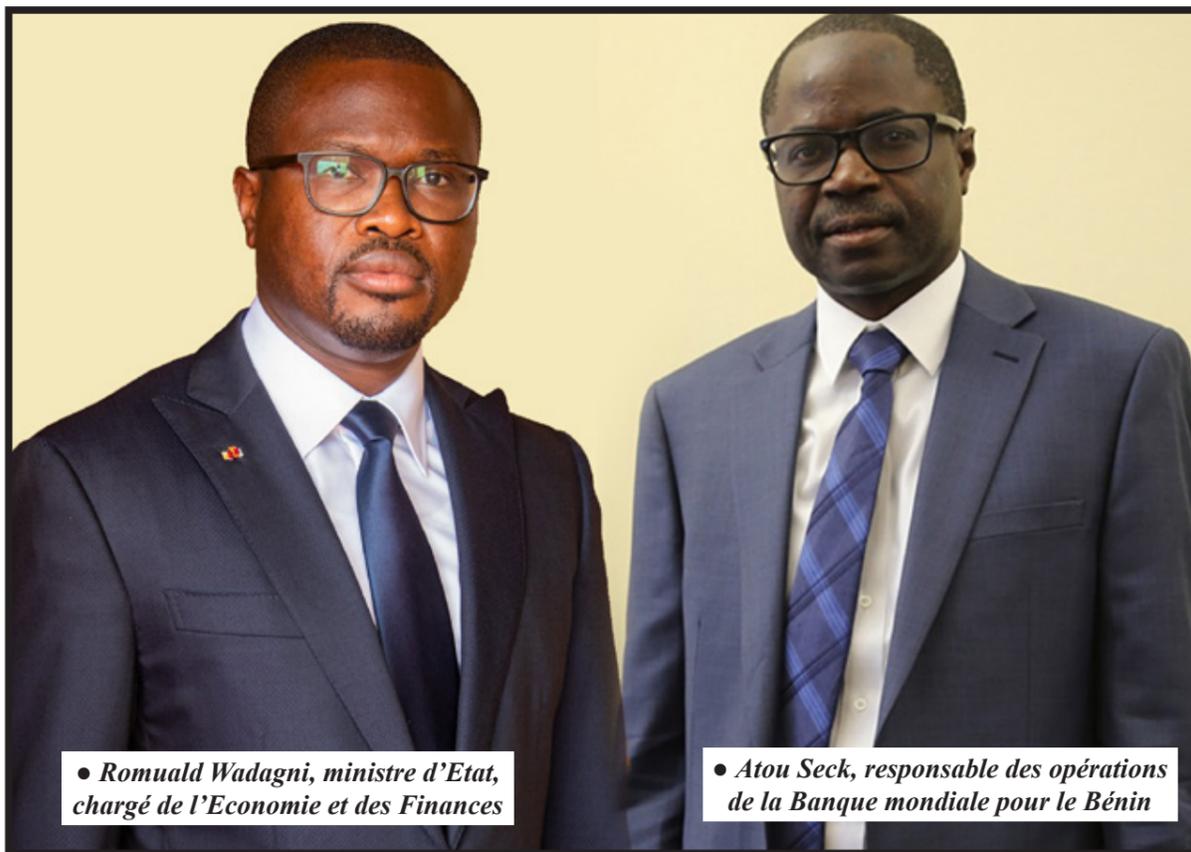
L'UNICEF et l'OMS s'inquiètent de constater que les conditions actuelles sont particulièrement favorables à une flambée épidémique de rougeole, une ... • (Page 10)

Marché sous-régional

Le Sénégal lève son 1er Sukuk record de 330 milliards FCFA avec succès

Le Sénégal, agissant à travers la Société nationale de Gestion et d'exploitation du Patrimoine bâti (Sogepa), a ... • (Page 04)

La BM approuve un crédit de 116,4 milliards Fcfa pour le Bénin



• Romuald Wadagni, ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances

• Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin

Rapport sur le développement dans le monde 2022

• (Page 11)

Les créances douteuses, un frein à l'essor des institutions financières



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

| Devises étrangères | Dollar (Usd) | Euro | Livre Sterling | Naïra | Cedi | Rand | Yen | Yuan | Dirham (Aed) | Roupie (Inr) |
|--------------------|--------------|--------|----------------|-------|-------|-------|------|-------|--------------|--------------|
| FCfa (XOF) | 612.10 | 655.95 | 779.96 | 1.47 | 0.012 | 39.07 | 4.78 | 93.31 | 166.67 | 7.99 |

Gestion, exercice 2018-2021

Le CNP-Bénin en double Assemblée générale

Réunis sous le Conseil national du patronat (CNP-Bénin), les employeurs du Bénin ont tenu, jeudi 28 avril 2022, une double Assemblée générale : ordinaire et extraordinaire. Déroulée avec la participation de plusieurs membres ainsi que de nouveaux adhérent(e)s, cette rencontre a été le moment pour faire le point de la gestion de l'association et formuler des perspectives.

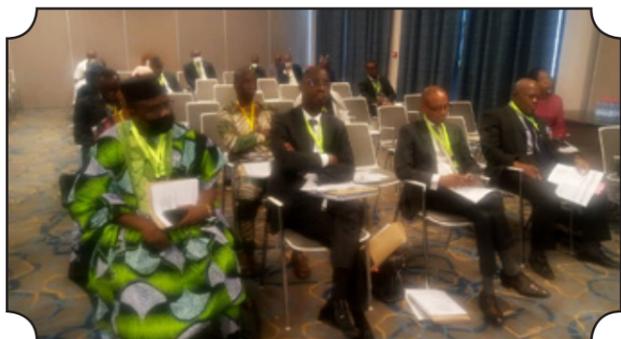
• Sylvestre TCHOMAKOU

Se voulant d'être un instrument de dialogue, de mobilisation des opérateurs économiques et de défense de leurs intérêts, en vue de promouvoir une économie nationale prospère et compétitive, le CNP Bénin, rivalise d'ardeur. Après plusieurs années de rencontres statutaires non tenues, le patronat béninois, sous la conduite de son président Eustache Kotigan s'est réuni, jeudi 28 avril 2022, en double Assemblée générale : ordinaire et extraordinaire pour passer en revue les réalisations et défis. A cette rencontre à laquelle ont pris part, plus de la moitié des 95 sociétés régulièrement convoquées, ainsi que de nouveaux adhérents, plusieurs points ont été discutés. Il s'agit, pour le compte de l'AG ordinaire, de la présentation des rapports d'activités et financier de l'exercice 2018-2021, de la présentation du Projet



de budget exercice 2022. Quant à l'AG extraordinaire qui s'en est suivie, l'occasion a été pour les employeurs du Bénin d'amender les nouveaux textes (statuts et règlement intérieur) de l'association. Intervenant à l'ouverture des travaux, le Président du CNP-Bénin, Eustache Kotigan, ne s'est pas fait prier pour reconnaître la résilience et le sens d'adaptation des acteurs du secteur privé béninois qui, malgré les revers de la pandémie de la covid-19, continuent de soutenir l'économie nationale par leurs activités. « Certains secteurs ont dû

arrêter complètement leurs activités et plusieurs entreprises sont confrontées à de graves difficultés pour assurer leur viabilité. En accord avec les centrales et confédérations syndicales des travailleurs, nous avons fait des recommandations au gouvernement. L'Etat du Bénin a donc déployé de nombreux efforts pour limiter ces impacts négatifs, notamment en créant des fonds de soutien aux grandes entreprises et aux PME. En dépit de ces initiatives heureuses, nombre d'entreprises continuent à faire face à des difficultés. Soyez rassurés que le CNPA Bénin reste mobilisé pour trouver avec le concours de vous tous et celui des autorités publiques, des solutions appropriées afin de soutenir la relance de l'économie nationale », a-t-il adressé à ses pairs. C'est alors qu'il va les inviter à redoubler d'effort pour permettre à d'une part, au CNP Bénin de jouer pleinement son rôle de moteur de la croissance, et, d'autre part, de relever le challenge de son autonomie financière (du CNP Bénin) ; sans oublier le renforcement de la notoriété de l'organisation et l'amélioration du service à ses membres.



Cari du jour



AUX DECIDEURS... Du vin pour les pauvres

Eclairiez-nous ! Comment boit-on du vin les poches trouées ? Comment boit-on du vin en tant que pauvre ou démuné ? Notre structure sociale n'échappe pas à l'organisation hiérarchique d'une pyramide. Au sommet se trouvent les bourgeois, les privilégiés, les grands entrepreneurs, les gouvernants coiffés par un chef. Ils forment la classe noble. En dessous de la classe noble se trouvent les porteurs d'eau, les dirigeants et autres thuriféraires du pouvoir qui jouent les strapontins ou qui jouent les singeries pour se tirer d'affaires. Ils cherchent une place pour se faire du beurre et forment une classe intermédiaire entre la noblesse et la classe moyenne. Cette dernière est composée des citoyens qui s'efforcent d'être à l'abri du besoin. Il y a enfin le "peuple" qui est à la recherche perpétuelle de la paix et du pain. Le peuple comprend les ouvriers, les artisans, les éducateurs à la base. Karl Marx les appelle les prolétaires. On peut les répartir en deux lots : le lot de ceux qui arrivent à satisfaire quotidiennement les cinq besoins fondamentaux de l'homme et le lot des plus démunis, des nécessiteux, des misérables et même des miséreux. Ils se placent totalement à la base de la pyramide. Ils sont schématiquement et réellement les plus nombreux des citoyens de la Nation. Ils se gardent loin de caves de vin. Or, depuis un certain temps, dans la capitale économique, il s'observe l'ouverture continuelle de caves à vin. A Cotonou, les points de vente pullulent. Si tous les Béninois parvenaient à satisfaire aisément leurs besoins fondamentaux, se loger, se vêtir, se soigner, s'instruire et se nourrir, ils auraient réglé efficacement le problème du pain. Ainsi, la prolifération des points de vente du vin suggérerait que le messie est proche, ainsi que l'a promis la Bible : Jésus revient. Tel n'est pas le cas. Le peuple est dans les lamentations. Et beaucoup de citoyens n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins vitaux loin des statistiques des laboratoires d'analyses comme l'ex INSAE. Alors le vin que propose Cotonou dans ses coins stratégiques, contraste avec la réalité. Qui sont les clients de ces caves ? Et si ces points de vente se multiplient, c'est qu'il y a une clientèle. Assurément elle est constituée de citoyens de la classe noble qui se déploient dans l'acquisition de vieilles maisons de Cotonou pour les rénover au goût de la modernité. La seule justification qui tienne pour expliquer comment le vin voit le jour à Cotonou au milieu des pauvres, c'est qu'il constitue une offre pour la minorité de riches qui s'en procure pour garnir ses tables à manger. Le peuple, quant à lui, meurt du Sodabi frelaté auquel il s'adonne sans modération.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Centrafrique : la loi sur la cryptomonnaie divise

L'Etat centrafricain a franchi un palier supplémentaire dans la mise en place d'un environnement dit favorable au secteur financier à travers l'adoption d'une loi sur l'utilisation de la monnaie digitale. C'est une mini-révolution dans la sous-région en ce sens que ce texte consacre la reconnaissance par un Etat de la monnaie numérique comme moyen de paiement. Le texte a été plébiscité par les députés de la majorité qui considèrent la cryptomonnaie comme « une opportunité pour booster les affaires », tandis que ceux de l'opposition n'ont pas pris part au vote prétextant que « le blanchiment de l'argent sale ».

Services essentiels de santé

La Banque Mondiale approuve un crédit de 116,4 milliards Fcfa pour le Bénin

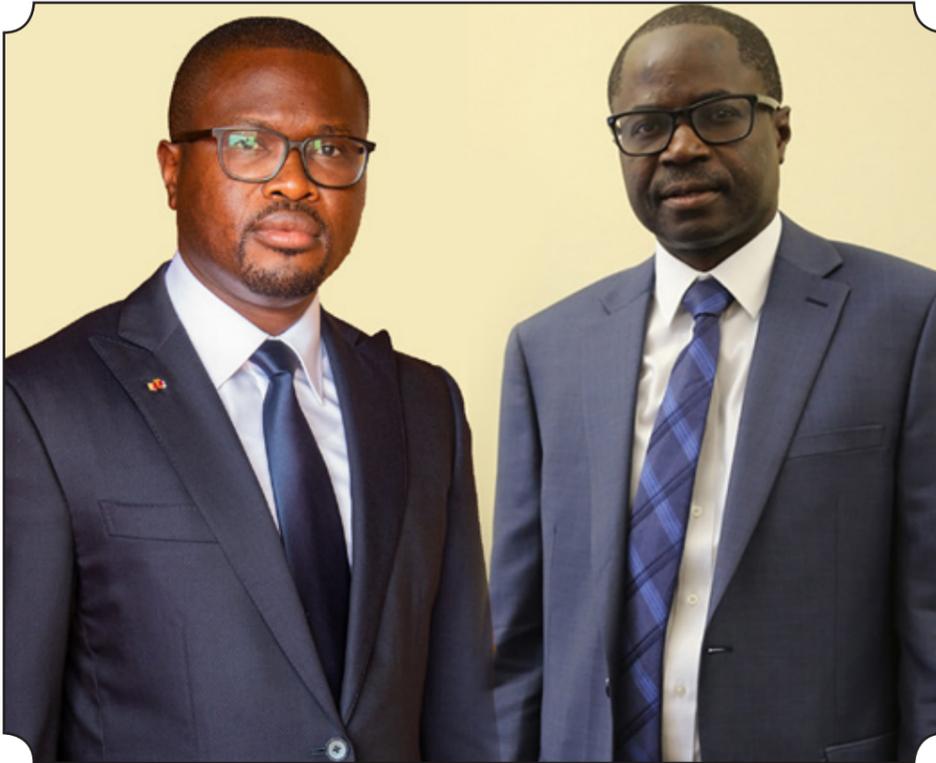
(Plus de 9 millions de personnes à impacter)

La Banque mondiale vient en aide au Bénin pour améliorer la qualité et l'accès aux services de soins de santé primaire, et renforcer sa capacité de réponse aux urgences de santé publique. Ainsi, un financement de 187 millions de dollars (soit 116,4 milliards Fcfa) de l'Association Internationale de Développement (IDA) a été approuvé au bénéfice de plus de 9 millions de personnes.

• Félicienne HOUËSSOU

Le programme de renforcement du système sanitaire du Bénin soutiendra l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services de soins de santé primaire avec un accent sur les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, adolescente et nutritionnelle. Axé sur la performance, le projet aidera à améliorer la capacité du Bénin à assurer une meilleure surveillance des maladies, à se préparer à une réponse rapide et efficace lors d'urgences de santé publique. Le projet permettra également d'assurer des services essentiels de santé à près de 9 millions de personnes et des services de nutrition de base à plus de 4 millions d'enfants. Plus de 2,8 millions d'enfants

bénéficieront également de la vaccination et plus de 2 millions d'accouchements assistés seront réalisés par un personnel de santé qualifié. Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin estime qu'en dépit des efforts déployés ces dernières années, le système sanitaire du Bénin se heurte toujours à des obstacles pour fournir des services de qualité à tous les niveaux, y compris les services de santé maternelle et infantile. « La formation adéquate du personnel et l'équipement des installations vont permettre des services de base standardisés et de qualité pour combler le fossé actuel entre l'accès adéquat aux services et les résultats positifs en matière de santé maternelle, néonatale et infantile », a-t-il souligné. Le nouveau programme va



consolider les acquis du projet de performance du système de santé (2010-2017) qui avait permis la mise en œuvre d'un système de financement basé

sur la performance dans huit zones de santé et a considérablement amélioré l'utilisation des services de santé maternelle, néonatale et infantile, la qualité des

soins, ainsi que la capacité institutionnelle du ministère de la Santé.

Pour le ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances, Romuald

Wadagni, le financement massif dans le secteur de la santé fait partie des priorités du gouvernement pour renforcer le capital humain. « Ce nouveau programme axé sur la performance traduit la détermination du gouvernement à renforcer les investissements sociaux grâce à une gestion optimale des ressources publiques », a-t-il insisté. Cependant, le ministre rassure de ce que, le gouvernement est engagé à mettre en place des infrastructures de qualité et à recruter du personnel qualifié pour mettre aux normes le système sanitaire et offrir des soins de santé primaire de qualité aux femmes et aux enfants. Cette opération s'aligne avec le programme d'action du gouvernement (2021-2026) dont l'axe 3 concerne l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base et à la protection sociale.

Femmes et microfinance en Afrique

Bonnes payeuses mais moins d'accès au crédit

En Afrique subsaharienne, la pauvreté touche près de 63% des femmes et des filles, selon les récents chiffres de l'ONU Femmes. Plusieurs tentatives de ces femmes de se lancer dans l'entrepreneuriat pour alléger leur pauvreté ont souvent échoué car les « banques de pauvres » refusent de leur emprunter de l'argent.

• Issa SIKITI DA SILVA

Celles qui ont eu la chance d'avoir obtenu de l'aide de ces banques de pauvres, qui ne sont autres que les institutions de microfinance (IMF), se plaignent souvent de contraintes et de complications, dont leurs dossiers font l'objet, contrairement à ceux des hommes. « Pour réduire la pauvreté, les IMF doivent encourager l'entrepreneuriat féminin et leur donner plus d'espace dans leur portefeuilles clients. En plus, plusieurs études ont conclu que les femmes emprunteuses remboursent mieux que les emprunteurs de sexe masculin », a indiqué une récente étude indépendante menée par un groupe de six chercheurs. Parfois, les femmes peuvent être considérées comme des emprunteurs à haut risque en raison de leur capacité de remboursement limitée, ainsi, les prêts aux femmes sont souvent associés aux prêts aux emprunteurs les plus pauvres, ont



souligné Amidou Ayinla Akangbe Fadikpe, Mohammed Aidoo, Dejene Adugna, Richard Danquah, Richard Yankey and Xie Dongmei. L'étude, menée dans 26 pays africains dont le Bénin et financée par la China Scholarship Council, a été publiée en mars 2022 dans le Plos One Journal. « Un plus grand nombre de femmes emprunteuses peut impliquer de meilleurs taux de remboursement, ce qui va leur donner accès à une gamme plus large de services de microfinance », a ajouté l'étude. Opportunités Plusieurs experts ont laissé entendre que si les mêmes opportunités de finance-

ment pouvaient être accordées aux femmes comme les hommes, la pauvreté devrait être atténuée dans plusieurs ménages. En Afrique, près d'un ménage africain sur quatre est dirigé par une femme, selon la Banque mondiale, qui ajoute qu'on observe cependant dans tous les pays une progression du nombre de ménages dont le chef de famille est une femme. En plus, selon l'économiste Dominique van de Walle, une analyse de l'évolution de la pauvreté montre que les ménages dirigés par une femme contribuent de manière sensible au recul global de la pauvreté. C'est pourquoi, l'étude d'Amidou

Ayinla Akangbe Fadikpe et ses amis lance un appel solennel aux IMF d'accorder plus de facilités de crédit aux femmes pour leur permettre de fonder ou de développer leurs entreprises. Cela contribue à augmenter les bénéfices des IMF et permettra la réduction de la pauvreté parmi les femmes pauvres en Afrique subsaharienne qui sont les plus vulnérables de la société, poursuit le rapport. Enfin, le rapport recommande aux gouvernements des pays d'Afrique subsaharienne de fournir un soutien financier sous forme de subventions et d'exonérations fiscales aux IMF évoluant dans des zones très défavorisées. Par ailleurs, Amidou Ayinla Akangbe Fadikpe et ses amis exhortent les dirigeants des IMF à renforcer les capacités de leur personnel à travers des formations régulières, afin qu'ils acquièrent des compétences pouvant leur permettre de bien gérer et évaluer les clients avant et après leur avoir accordé un crédit.

Nigeria

Mise en circulation prévue de bus fonctionnant au gaz

Le Nigeria n'entend pas rester en marge de la transition énergétique qui s'opère dans le secteur des transports à travers le monde. En attendant que l'Etat central coordonne le processus, des entreprises privées se positionnent comme précurseurs de la mise en œuvre de ce modèle. Le groupe Femadec, un partenaire du gouvernement fédéral du Nigeria, annonce qu'il déploiera dès le 5 mai prochain, des bus de transport en commun fonctionnant au gaz dans Abuja, la capitale située au centre du pays. L'entreprise prévoit de lancer ce nouveau service avec un parc de 20 bus de fabrication sud-coréenne conçus par Hyundai, qui sera agrandi par la suite. « Notre plan cette année est d'atteindre 100 bus. En dehors des 20 [premiers, Ndlr], nous sommes en conclusion finale de 10 autres du constructeur Hyundai, en Corée du Sud. Ils seront livrés dans un délai d'un mois. Ensuite, d'ici août ou septembre, nous prévoyons d'en apporter 30 autres, alors que nous visons un total de 100 autobus dans notre flotte, d'ici décembre

», a confié Fola Akinola, directeur général de Femadec. L'initiative s'aligne sur une politique du gouvernement fédéral dénommée « Programme national d'expansion du gaz », dont l'objectif est d'opérer la conversion des véhicules à essence au gaz. L'idée à la base du programme, lancé en décembre 2020, était notamment de mieux profiter des réserves de gaz du pays, et d'en faire l'une des sources d'énergies propres les plus utilisées. Le trafic routier urbain au Nigeria, notamment dans les principales villes (Lagos, Abuja...) est constamment dense, les usagers pouvant souvent passer plusieurs heures pour faire de minuscules distances. L'ampleur du coût environnemental dans un tel contexte s'avère énorme. Pour M. Akinola, le lancement de ce nouveau service, en plus de l'impact positif sur l'environnement, a l'avantage d'être un modèle de transport moins cher. Le groupe, d'après son directeur général, a des ambitions d'expansion, et élargira ses offres aux autres Etats, notamment Lagos.

Ecofin

Marché sous-régional

Le Sénégal lève son 1er Sukuk record de 330 milliards FCFA avec succès

Le Sénégal, agissant à travers la Société nationale de Gestion et d'exploitation du Patrimoine bâti (Sogepa), a émis, avec succès, un Sukuk record de 330 milliards de francs CFA. Il réalise ainsi la plus grande opération de l'histoire du marché sous-régional. L'annonce a été faite par le ministère des Finances et du Budget dans un communiqué rendu public le mercredi 27 avril dernier.

● Félicienne HOUESOU

L'opération est historique. C'est la première fois que le Sénégal sollicite les titres Sukuk au sein de l'Uemoa. Ce Sukuk, défini comme "un titre financier islamique qui est l'équivalent d'une obligation dans la finance classique et respectant les préceptes religieux de la charia, représente une alternative pour des investisseurs qui ne souhaitent pas percevoir des intérêts conformément aux principes de leurs croyances religieuses". Ce premier Sukuk émis par une société en Afrique sub-saharienne, selon le ministère des Finances et du Budget, ouvre des perspectives nouvelles à la finance islamique dans le continent en impulsant une nouvelle dynamique sur ce compartiment de marché. « Cette levée de fonds a suscité une forte adhésion des investisseurs de la sous-région et du Moyen-Orient avec un taux de couverture de l'émission supérieur à 110% en 3 jours de souscription. Avec ce Sukuk, l'Etat du Sénégal initie la première émission avec trois tranches simultanées, une tranche à 7 ans pour un montant de 55 mil-



liards de francs CFA, une deuxième tranche à 10 ans pour le même montant et une troisième tranche de 15 ans pour un montant de 220 milliards de francs CFA. Ces différentes tranches ont une marge de profit respective de 5,80 %, 5,95 % et 6,10 % », explique le communiqué du ministère. Le Sukuk concrétise, également, l'approche novatrice de l'Etat du Sénégal concernant la gestion de son patrimoine bâti, à travers la SOGEPa. La valorisation du patrimoine bâti de l'Etat, dans le cadre de cette opération, permet d'en faire un levier de soutien à la politique de gestion des finances publiques et d'amélioration du parc d'immeubles à usage administratif. C'est ainsi que des économies substantielles seront réalisées par l'Etat sur les charges locatives

d'immeubles à usage administratif.

Le Sukuk, par le rachat des contrats de crédit-bail, permet à l'Etat du Sénégal de passer de simple locataire à propriétaire des Sphères Ministérielles de Diamniadio. Les fonds levés permettront de réaliser des investissements au plan national pour conforter le contrôle de l'Etat sur des actifs stratégiques touchant à la souveraineté ou à forte rentabilité, notamment la prise de participation dans des activités telles que le Port de Ndayane ou encore l'Autoroute à péage, etc. Sur la base des orientations définies par le Chef de l'Etat, l'opération a été réalisée sous la coordination du Ministère des Finances et du Budget, tutelle technique et financière de la SOGEPa.

Investissement

Les secrets de réussite en entrepreneuriat selon Mossadeck Bally, Pdg du groupe Azalaï

En Afrique, de plus en plus conseillé, notamment aux jeunes, l'entrepreneuriat quoique se présentant comme l'une des meilleures voies pour le développement du continent, est une succession d'échecs, desquels n'arrivent pas, souvent, à se relever ceux qui s'y aventurent. Du haut de ses plus de quarante (40) années d'expérience, le Président-directeur général (PDG) du groupe Azalaï Hotels, Mossadeck Bally, a, au micro du média en ligne « Brut », exposé au profit des entrepreneurs, les secrets de réussite en entrepreneuriat que « L'économiste du Bénin » vous propose de lire.

« Bonjour, je m'appelle Mossadeck Bally, et je suis le PDG du groupe Azalaï Hotels.

La seule voie du salut pour le continent africain, c'est d'arrêter d'être un continent exportateur de matières premières, de garder nos matières premières, de les transformer. Ce n'est qu'avec ça que nous allons créer les millions d'emplois dont on a besoin. L'entrepreneuriat, c'est un parcours ! Ce n'est pas un sprint, c'est un marathon, c'est un marathon où on franchit un obstacle, et le prochain se présente à vous. Donc il faut être très résilient, il faut être très patient. Moi, ça fait quatre décennies que je suis dans ce parcours, et ce n'est que maintenant qu'on commence à remarquer, disons... mes succès. Notre vision était de créer un groupe panafricain dans l'industrie hôtelière avec des capitaux africains, et géré par des compétences africaines. Il y a un véritable mouvement de transformation de l'Afrique, même si on n'en parle pas malheureusement, parce que souvent, les médias internationaux ne sont pas entre les mains des Africains, et quand ils parlent de l'Afrique, souvent, c'est ce



qui ne marche pas. Nous, en Afrique, on a intérêt, vraiment, à investir massivement dans la formation. Surtout dans la formation technique et professionnelle. Et nous, à Azalaï, on a compris cela. On fait confiance aux jeunes africains très tôt. On les accompagne, on les forme et aujourd'hui, sur notre millier de collaborateurs, on n'a pas un seul expatrié, ils sont tous Africains, même si au tout début, en 1994, on a commencé avec des directeurs expatriés. Comme on dit, le succès se construit dans les échecs, j'ai connu beaucoup d'échecs, je vais certainement en connaître dans ma carrière d'entrepreneur, mais on apprend toujours de ses échecs et c'est comme ça qu'on grandit, c'est comme ça qu'on avance. Moi j'ai eu la particularité de me lancer dans un secteur très complexe

qui nécessite beaucoup de capitaux, qui nécessite du capital humain mais cela ne m'a pas découragé. J'ai fait des erreurs, j'ai été résilient et 28 ans après, on a créé le premier groupe hôtelier panafricain en Afrique de l'Ouest. Voilà, un entrepreneur qui a peur des échecs, n'est pas un entrepreneur. Ayez confiance en vous. Entrez si c'est votre souhait, si c'est votre désir. Cherchez votre vision. Une fois que vous avez votre vision, mettez en place votre stratégie. Une fois votre stratégie est en place, entourez-vous de gens très compétents, même plus compétents que vous. Et une fois que vous avez fait tout ça, soyez patient, soyez humble, soyez résilient, ne vous découragez jamais, ayez confiance en vous, continuez d'apprendre, surtout auprès de ceux qui sont expérimentés ».

Source : média en ligne « Brut ».

Marché financier de l'Umoa

Le Bénin encaisse 41 milliards des Obligations de relance

Le Bénin, à travers la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique, a levé ce jeudi 28 avril 2022 sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) un montant de 41 milliards de FCFA à l'issue de son émission simultanée d'obligation de relance (ODR) du Trésor de maturité 5 ans.

● Abdul Wahab ADO

Pour les Obligations de relance, le Bénin vient d'encaisser 41 milliards de FCFA sur une demande de 40 milliards FCFA. Un nombre de dix participants ont motivé leur soutien au Bénin. Les émissions des ODR sont initiées par l'agence UMOA-Titres en collaboration avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) et émission dénommées « Obligations



● Romuald Wadagni, ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances

de Relance OdR » visent à permettre à l'émetteur de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de

financement du budget de l'Etat du Bénin dans le cadre de ces plans de relance économique afin de contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire. L'émission d'Obligations de Relance a été concluante pour le Bénin, ce jeudi 28 avril 2022 ou les investisseurs ont accompagné la mobilisation des 41 milliards FCFA. Cette émission d'Obligations de Relance du Trésor

du Bénin a été souscrite à un taux d'intérêt de 5,1% avec une valeur nominale unitaire de 10.000 francs CFA et pour une durée de remboursement de 60 mois. Pour une soumission de 40 milliards FCFA, le Bénin a récolté 17 soumissions pour un montant global de quarante-sept mille et un milliards pour un taux de couverture de 117,5% du montant mis en adjudication. Pour rappel, le Bénin avait levé 44 milliards

FCFA, le 31 mars 2022, sur le marché de l'UMOA dans le cadre d'une émission d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT). Un montant de 77 milliards FCFA avait été levé, le 03 février 2022, sur le même marché régional dans le cadre d'une émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) avec des maturités de 7 ans et 10 ans. Les investisseurs font confiance au Bénin pour les emprunts obligataires.

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

| Indicateur de croissance | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 (e) | 2019 (e) |
|--|--------|---------|----------|----------|----------|
| PIB (milliards USD) | 8,30 | 8,58 e | 9,41 e | 10,62 | 11,56 |
| PIB (croissance annuelle en %, prix constant) | 2,1 | 4,0 e | 5,4 e | 6,0 | 6,3 |
| PIB par habitant (USD) | 764 e | 771 e | 826 e | 910 | 969 |
| Endettement de l'Etat (en % du PIB) | 42,425 | 50,267 | 53,364 e | 53,557 | 51,546 |
| Taux d'inflation (%) | 0,3 | -0,8 | 2,0 e | 2,1 | 2,0 |
| Balance des transactions courantes (milliards USD) | -0,70 | -0,62 e | -0,82 e | -0,75 | -0,80 |
| Balance des transactions courantes (en % du PIB) | -8,4 | -7,2 e | -8,7 e | -7,1 | -6,9 |

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

| Indicateurs monétaires | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO | 630,96 | 630,63 | 631,22 | 630,86 | 531,31 |

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

| Répartition de l'activité économique par secteur | Agriculture | industrie | Services |
|--|-------------|-----------|----------|
| Emploi par secteur (en % de l'emploi total) | 43,2 | 18,5 | 38,3 |
| Valeur ajoutée (en % du PIB) | 25,6 | 23,4 | 51,1 |
| Valeur ajoutée (croissance annuelle en %) | 4,4 | 4,5 | 3,6 |

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

| Indicateurs du commerce extérieur | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Importations de biens (millions USD) | 2.339 | 3.010 | 3.823 | 3.028 | 2.251 |
| Exportations de biens (millions USD) | 1.443 | 1.982 | 2.563 | 2.032 | 1.354 |
| Importations de services (millions USD) | 575 | 761 | 884 | n/a | 712 |
| Exportations de services (millions USD) | 414 | 500 | 456 | n/a | 382 |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 12,3 | 30,0 | 16,1 | -8,4 | 1,4 |
| Exportations des biens et services (croissance annuelle en %) | 24,1 | 20,7 | 24,8 | -10,1 | 7,0 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD) | -559 | -612 | -710 | -505 | -669 |
| Commerce extérieur (en % du PIB) | 59,7 | 69,5 | 76,5 | 68,0 | 70,2 |
| Importations de biens et services (en % du PIB) | 35,1 | 41,3 | 44,5 | 39,8 | 39,7 |
| Exportations des biens et services (en % du PIB) | 24,6 | 28,2 | 32,1 | 28,2 | 30,5 |

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

| Principaux clients (% des exportations) | 2015 |
|---|--------|
| Inde | 13,0 % |
| Niger | 9,6 % |
| Malaisie | 8,8 % |
| Singapour | 7,9 % |
| Vietnam | 7,5 % |
| Bangladesh | 7,4 % |
| Nigeria | 6,3 % |
| Chine | 5,3 % |
| Indonésie | 3,7 % |
| Pakistan | 2,8 % |

Source : Comtrade, dernières données disponibles

| Principaux fournisseurs (% des importations) | 2015 |
|--|--------|
| France | 11,7 % |
| Chine | 10,8 % |
| Inde | 9,8 % |
| Togo | 8,5 % |
| Thaïlande | 7,7 % |
| Espagne | 6,0 % |
| Belgique | 4,9 % |
| Etats-Unis | 3,3 % |
| Nigeria | 3,3 % |
| Pays-Bas | 3,2 % |

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

| | Bénin | Afrique Subsaharienne | Etats-Unis | Allemagne |
|---|-------|-----------------------|------------|-----------|
| Index de transparence des transactions* | 7,0 | 5,0 | 7,0 | 5,0 |
| Index de responsabilité des managers** | 1,0 | 4,0 | 9,0 | 5,0 |
| Index de pouvoir des actionnaires*** | 5,0 | 5,0 | 4,0 | 8,0 |
| Index de protection des investisseurs**** | 4,0 | 4,3 | 6,5 | 6,0 |

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

| Investissement Direct Etranger | 2014 | 2015 | 2016 |
|--|-------|-------|-------|
| Flux d'IDE entrants (millions USD) | 405 | 150 | 161 |
| Stocks d'IDE (millions USD) | 1.607 | 1.666 | 1.690 |
| Nombre d'investissements Greenfield*** | 1 | 5 | 0 |
| IDE entrants (en % de la FBCF****) | 14,6 | 6,8 | 7,7 |
| Stock d'IDE (en % du PIB) | 16,5 | 20,1 | 19,7 |

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

| PIB | dernier | Référence | Précédent |
|------------------------------------|-------------------------|-----------|-----------|
| Taux de croissance annuelle du PIB | 5,5 | Mars 2018 | 5,5 |
| PIB | 9.27 milliards USD | Déc 2017 | 8.57 |
| Pib par habitant | 860 USD | Déc 2017 | 837 |
| Pib par habitant Ppp | 2064 USD | Déc 2017 | 2010 |
| Prix constant du Pib | 4095 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 3939 |
| Pib de l'agriculture | 855 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 878 |
| Pib de la fabrication | 874 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 779 |
| Pib du secteur des mines | 14.7 de FCFA- Milliards | Dec 2016 | 10.7 |
| Pib de l'administration publique | 316 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 315 |
| Pib des services | 1510 de FCFA- Milliards | Déc 2016 | 1491 |

Source : trading economics

| Tarifs | Dernier | Référence | Précédent |
|-----------------------------------|------------------|-----------|-----------|
| Taux d'inflation | 0.8% | Mai 2018 | 1.9 |
| L'inflation alimentaire | 1.8% | Mai 2018 | 5.3 |
| Indice des prix à la consommation | 113 Index-Points | Mai 2018 | 113 |
| CPI Housing Services publics | 115 Index-points | Mai 2018 | 115 |
| CPI Transport | 114 Index-Points | Mai 2018 | 114 |

Source : trading economics

| Argent | Dernier | Référence | Précédent |
|---------------------|---------|-----------|-----------|
| taux d'intérêt | 4.5% | Juin 2018 | 4.5 |
| Fort taux d'intérêt | 6.93% | Déc 2016 | 6.99 |
| Taux interbancaire | 5.08% | Mai 2018 | 3.75 |

Source : trading economics

| Commerce | dernier | Référence | Précédent |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------|-----------|
| Balance commerciale | -190 FCFA – Milliards | Mars 2018 | -408 |
| Exportations | 147 FCFA – Milliards | Mars 2018 | 82.05 |
| Importations | 338 FCFA – Milliards | Mars 2018 | 490 |
| Compte courant | -809 USD million | Dec 2016 | -745 |
| Compte courant par rapport au PIB | -7.1% | Dec 2016 | -6.5 |
| Indice de terrorisme | 0 | Dec 2016 | 0 |

Source : trading economics

| Gouvernement | dernier | Référence | Précédent |
|--------------------------|-----------------|-----------|-----------|
| La dette publique au PIB | 23.2% | Dec 2016 | 21.3 |
| Budgets du gouvernement | -5.8% of GDP | Dec 2017 | -6.2 |
| Cote de crédit | 30 | - | - |
| Dépenses militaires | 112 USD Million | Dec 2017 | 79.58 |

Source : trading economics

| Entreprise | dernier | Référence | Précédent |
|--------------------------------|-------------|-----------|-----------|
| Vitesse Internet | 1517KBps | Mars 2017 | 1642 |
| Adresses IP | 5580 IP | Mars 2017 | 5652 |
| Utilisation de la capacité | 57.9% | Mars 2018 | 63.4 |
| Indice de compétitivité | 3.47 points | Dec 2018 | 3.47 |
| Compétitivité rang | 120 | Dec 2018 | 124 |
| Indice de la corruption | 39 Points | Dec 2017 | 36 |
| Corruption rang | 85 | Dec 2017 | 95 |
| Facilité de faire des affaires | 151 | Dec 2017 | 155 |
| Production industrielle | 5.4% | Mars 2018 | 26.6 |
| Indice économique avancée | 0.8% | Fev 2018 | 0.7 |

Source : trading economics

Transport en cars

Cinq lignes à un euro entre les Pyrénées-Orientales et l'Espagne

C'est le bon plan si vous souhaitez vous rendre en Espagne à moindre coût. La région Occitanie, la généralité de Catalogne et le conseil départemental des Pyrénées-Orientales proposent cinq lignes de cars au tarif unique de 1 euro, rapporte BFM TV. Les autocars LiO (réseau de la région Occitanie) permettront ainsi de faire les trajets suivants : Porté-Puymorens – Puigcerdà-Mont-Louis (2 allers/retours par jour en semaine, 1 le week-end) ; Formiguères – Puigcerdà-Err (2 allers/retours du lundi au samedi) ; Figueres-La Jonquera – Le Boulou (5 allers/retours par jour du lundi au samedi, 3 le dimanche) ; Figueres – Saint-Laurent-de-Cerdans (2 allers-retours par jour du lundi au samedi) ; Camprodon – Prats-de-Mollo-la-Preste (3 allers/



retours par jour, tous les jours).

Une expérimentation lancée il y a deux ans

En réalité, les collectivités transfrontalières à l'origine du projet ont décidé de ne pas attendre la fin de la période de test, prévue fin mai, pour pouvoir prolonger cette expérimentation commencée il y a deux ans. L'Union européenne avait alors accordé un financement à hauteur de 1,6 million d'euros. « Nous n'avons malheureusement

pas pu tirer des conclusions chiffrées de cette exploitation sur ces deux dernières années grandement perturbées par la pandémie, les confinements ou les fermetures de commerces. Mais nous avons le sentiment que ces cinq lignes sont d'une grande utilité pour les populations, notamment pour desservir l'hôpital transfrontalier de Puigcerdà », a notamment expliqué auprès du Parisien Jean-Luc Gibelin, vice-président de la région Occitanie en charge des transports.

Hausse des prix

Quels sont les produits alimentaires qui ont le plus augmenté ?

Selon une note tout juste publiée par la Banque mondiale, les denrées alimentaires et l'énergie devraient conserver des prix « historiquement élevés durant plusieurs années ». Si l'on sait que cette hausse est consécutive à la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, qui ont perturbé les chaînes d'approvisionnement dans le monde entier, quels en seront les conséquences pour notre porte-monnaie ?



Une popularité « boosté » en période de conflit

Une récente étude de l'Insee (données de mars 2022) établit que le prix des produits alimentaires a augmenté de 3,4 % sur un an en France. Cette valeur

représente évidemment une moyenne et les prix de certains aliments ont littéralement explosé. C'est le cas de produits couramment consommés comme le poisson, la viande, les produits à base de blé dur (pâtes, couscous) et les fruits et légumes, dont les hausses vont de 6 % à... plus de 20 % ! Les principaux facteurs contribuant à cette

évolution des prix sont le coût des matières premières énergétiques et des engrais. Les cultures sous serre, plutôt énergivores, sont ainsi particulièrement impactées par la flambée du gaz. Cela s'observe avec les tomates, par exemple, dont le prix a augmenté de près de 24 % par rapport à l'année dernière (9 % depuis janvier 2022).

Biarritz

Une agence immobilière accusée de fraude par une association basque

L'association basque Alda se mobilise pour plusieurs locataires clients de l'agence immobilière Homies Holidays à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). L'association s'est rendue sur place ce mardi. Elle accuse l'intermédiaire d'avoir détourné des baux et fait signer un préavis antidaté aux six locataires d'une maison. L'objectif serait de les obliger à quitter les lieux d'ici juin pour permettre une

location estivale pendant quatre mois, explique Actu Pays Basque.

Les autorités alertées Le bail a débuté le 2 octobre 2021 et devait courir jusqu'au 1er octobre 2022. Alda indique que les documents ont été constatés par huissier. Les faits ont été signalés à la direction départementale de la protection des populations (DDPP), et à la Direction générale de la concurrence, de la consom-

mation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Alda rapporte que le préfet aurait demandé une vérification. L'association a également demandé à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) l'annulation de la carte immobilière de l'agence. Alda a demandé aux locataires dans une situation similaire de la contacter.

20 MINUTES

Côte d'Ivoire

Palm CI cotée sur la BRVM a proposé de multiplier par 12 le dividende de 2020

L'huile de palme se vend bien sur le marché mondial et Palm CI veut faire plaisir à ses actionnaires, avec un dividende record de 21,7 milliards FCFA. L'année 2022 s'annonce aussi prometteuse en termes de performances. Palm CI, une entreprise basée en Côte d'Ivoire et qui est cotée sur la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan, propose de distribuer à ses actionnaires un dividende global de 21,7 milliards FCFA (34,75 millions \$). C'est 12,3 fois le montant distribué par l'entreprise pour le compte de l'année 2020. C'est aussi un niveau record de dividende depuis 2017. L'entreprise ne donne pas plus de détails sur les raisons de ce choix. Son rapport financier publié sur le marché n'est pas dans une forme annotée. Mais on peut noter que ses performances de l'année 2021 ont été marquées par un chiffre d'affaires en hausse de 76 milliards FCFA (+63%). Tous les compartiments des activités ont évolué, notamment les ventes de marchandises, de produits fabriqués, les travaux et services rendus et d'autres produits. Dans le même temps, les charges ont progressé, mais dans des proportions plus faibles. L'entreprise bénéficie de la hausse que connaît le prix de l'huile de palme sur le marché mondial. Selon des prévisions d'experts, cette tendance devrait se poursuivre en 2022. Les investisseurs de la BRVM sont attentifs à cette évolution des choses. Bien que sa valeur ait franchi la barre des 10 000 FCFA, l'action Palm CI a fait l'objet d'un peu plus d'un milliard FCFA de transaction, le mercredi 27 avril. Alors que le titre était en hausse de 7,5%, plus de 96 200 d'entre eux ont été échangés. C'est le deuxième plus gros volume de transaction sur Palm CI, au cours des 10 dernières années, selon des données de marché collectées par l'Agence Ecofin.



Education

Le Togo lance le recrutement de 3000 enseignants



Après la série de grèves qui ont secoué le secteur de l'éducation au Togo et les sanctions prises par le gouvernement, ce dernier prend d'autres mesures pour renforcer le système. Alors qu'une centaine d'enseignants sont radiés de la fonction publique, le gouvernement togolais a annoncé, mardi 26 avril 2022, le lancement d'un concours de recrutement de 3000 enseignants pour renforcer le secteur de l'éducation. Selon l'arrêté interministériel annonçant le concours, 510 enseignants seront recrutés pour le compte du préscolaire, 1780 au primaire, 361 au 1er cycle du secondaire et 349 au 2ème cycle secondaire. Le concours est ouvert aux Togolais âgés de 18 à 40 ans, précise Togo First. Le dépôt de candidatures couvre la période du 2 mai au 3 juin 2022 et la date des épreuves écrites est fixée au 18 juin 2022. Rappelons qu'il y a quelques jours, les autorités togolaises ont déclaré admis 256 candidats de plus au concours de recrutement des enseignants, qui s'est déroulé en décembre 2020.

Bois

Le Gabon perd 297 millions \$ par an dans les exportations illégales

En 2010, le Gabon a pris une mesure d'interdiction de l'exportation des grumes. L'objectif est d'améliorer la contribution du secteur forestier qui représente 6% du PIB, à la création de richesse. Le trafic illégal du bois fait perdre au Gabon chaque année plus de 184,8 milliards FCFA (297 millions \$), a indiqué le ministre délégué aux Eaux et forêts, Stéphane Bonda. C'était au cours d'un atelier de formation des magistrats et des juges sur l'application des lois en matière de lutte contre le commerce illicite du bois, le mardi 26 avril, à Libreville. Ce phénomène qui n'est pas nouveau au Gabon perdure, en raison de la faiblesse de l'application du cadre légal du secteur forestier. « Pour appliquer les lois, il faut des gens qui connaissent la loi. Et ensuite, ces gens doivent avoir les moyens. Et au-delà de ces moyens, ces personnes doivent pouvoir se mobiliser sur le terrain en étant capables à la fois de sensibiliser les différentes composantes de la société, qui sont concernées par la problématique, tout en étant capables de stopper les actions sur le terrain et de conduire les procédures judiciaires jusqu'au bout. Donc, il n'y a pas de problème de loi, mais un problème d'application de la loi », a expliqué Ghislain Moussavou, directeur général des forêts. Pour Stanislas Koumba, magistrat hors hiérarchie, le cadre légal présente tout de même quelques faiblesses. « On est supposé connaître toute la loi, mais il y a des détails. Il y a aussi certains événements qui arrivent et qui nous font comprendre que la loi elle-même a des faiblesses. Donc, il nous faut surmonter cela », a-t-il relevé. Cet atelier de formation des magistrats et des juges sur l'application des lois en matière de lutte contre le commerce illicite du bois a donc pour but de mettre en place des procédures qui vont renforcer la lutte contre ce fléau. A en croire l'ONG Brainforest, une bonne partie du bois coupé illégalement dans les forêts gabonaises ainsi que des espèces forestières protégées sont vendues clandestinement sur le marché asiatique. Un phénomène qu'il faut stopper afin que ce secteur contribue davantage au développement économique du pays. La forêt est la deuxième source des richesses du Gabon avec une contribution au produit intérieur brut (PIB) d'environ 6 %, note Le Nouveau Gabon.



Ecofin du 28 Avril 2022

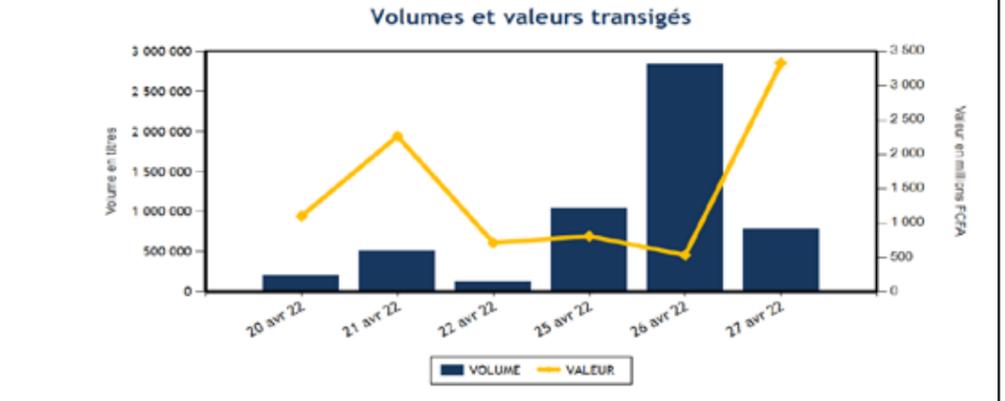
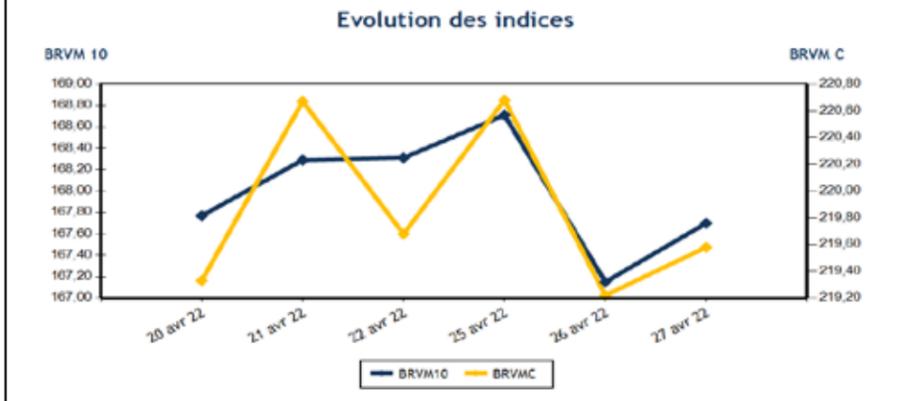
| | |
|--------------------|---------------|
| BRVM 10 | 167,70 |
| Variation Jour | ↑ 0,33 % |
| Variation annuelle | ↑ 9,24 % |



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 82 mercredi 27 avril 2022 Site : www.brvm.org

| | |
|-----------------------|---------------|
| BRVM Composite | 219,58 |
| Variation Jour | ↑ 0,16 % |
| Variation annuelle | ↑ 8,55 % |



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 6 609 724 472 154 | 0,16 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 688 428 | -75,58 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 2 368 029 116 | 672,10 % |
| Nombre de titres transigés | 41 | -2,38 % |
| Nombre de titres en hausse | 11 | -31,25 % |
| Nombre de titres en baisse | 17 | -5,56 % |
| Nombre de titres inchangés | 13 | 62,50 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---------------------------------|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 7 720 412 124 227 | -0,12 % |
| Volume échangé | 95 890 | 323,08 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 961 970 250 | 322,33 % |
| Nombre de titres transigés | 4 | -33,33 % |
| Nombre de titres en hausse | 0 | -100,00 % |
| Nombre de titres en baisse | 2 | 100,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 2 | -33,33 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|----------------------------------|--------|------------|----------------|
| PALM CI (PALC) | 11 275 | 7,48 % | 61,30 % |
| SODE CI (SDCC) | 4 550 | 6,93 % | 5,94 % |
| CFAO MOTORS CI (CFAC) | 1 145 | 5,53 % | -3,78 % |
| NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC) | 5 970 | 3,65 % | -3,48 % |
| FILTISAC CI (FTSC) | 1 500 | 3,45 % | -10,71 % |

PLUS FORTES BAISES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-------------------------------|-------|------------|----------------|
| SAFCA CI (SAFC) | 1 065 | -7,39 % | 25,29 % |
| NESTLE CI (NTLC) | 7 215 | -7,38 % | 56,68 % |
| SETAO CI (STAC) | 1 605 | -7,23 % | 119,86 % |
| SICABLE CI (CABC) | 1 100 | -4,35 % | 8,37 % |
| BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS) | 2 300 | -4,17 % | -2,13 % |

INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|--------------------------------|--------------------|----------|------------|----------------|---------|---------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 12 | 122,16 | -2,37 % | 10,94 % | 19 231 | 41 638 435 | 39,83 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 4 | 516,27 | -0,14 % | 15,02 % | 48 569 | 272 956 765 | 8,48 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 78,73 | 0,45 % | 2,07 % | 483 781 | 768 689 311 | 8,70 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 581,55 | 0,00 % | -6,52 % | 1 915 | 4 593 600 | 9,37 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 304,38 | 2,69 % | 25,10 % | 128 771 | 1 270 088 900 | 8,50 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 427,32 | 1,76 % | 4,88 % | 6 072 | 9 918 620 | 19,06 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 1 980,38 | -7,23 % | 119,86 % | 89 | 143 485 | 19,27 |
| BRVM - PETITES CAPITALISATIONS | - | - | - | - | - | - | - |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|-------------------------------------|------------------|---------|
| PER moyen du marché | 9,70 | |
| Taux de rendement moyen du marché | 5,39 | |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 6,22 | |
| Nombre de sociétés cotées | 46 | |
| Nombre de lignes obligataires | 100 | |
| Volume moyen annuel par séance | 1 529 861,00 | |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 1 758 263 149,36 | |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|----------------------------------|-----------------|---------|
| Ratio moyen de liquidité | 8,33 | |
| Ratio moyen de satisfaction | 38,94 | |
| Ratio moyen de tendance | 467,22 | |
| Ratio moyen de couverture | 21,40 | |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,06 | |
| Prime de risque du marché | 4,41 | |
| Nombre de SGI participantes | 27 | |

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat


Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
Avenue de la République - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 36 37


BRVM/BA
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin
Boulevard de la République - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 36 37


CÔTE D'IVOIRE
Chambre Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 8062 Abidjan 01
Tél : (229) 20 21 55 50
Fax : (229) 20 21 55 51


Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services de Côte d'Ivoire
Avenue des Nations Unies
01 BP 8062
Tél : (229) 20 21 55 50
Fax : (229) 20 21 55 51


BRVM
Institution BRVM/BA
B.P. 8136 - Abidjan
Tél : (229) 20 21 55 50
Fax : (229) 20 21 55 51


Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
du Togo Plateau de la République
B.P. 11 200 Lomé
Tél : (229) 20 21 55 50
Fax : (229) 20 21 55 51


BÉNIN
C. de Commerce
B.P. 8062 - Cotonou
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 36 37


AGI
Boulevard G. COMASSOU-Épémé,
Plateau de la République
B.P. 8062 Lomé
Tél : (229) 21 31 31 35
Fax : (229) 21 31 36 37

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org



UCA
UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com



S&I BENIN

Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71



BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121



SOCIETE DE BOURSE
AGI

Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065



AFRICABOURSE

Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36



BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

| N° | NOM DE LA PHARMACIE | TELEPHONE | ARR |
|----|---------------------------------|----------------------------|-------|
| 1 | SILOE DEGAKON | 99070606 | 1ER |
| 2 | SURU-LERE | 64341313/99480846 | |
| 3 | TANTO | 64104471 | |
| 4 | REINE DES GRÂCES | 95360822 | 2EME |
| 5 | ADETONA LOMNAVA | 94012397 | 3EME |
| 6 | AGBODJEDO | 63425131/61822725 | |
| 7 | LA BENINOISE | 60502956/21377190/21330646 | 4EME |
| 8 | NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT | 63045618/99947477/95508789 | |
| 9 | ATINKANMEY | 94012392/60019772 | 5EME |
| 10 | GANJI | 95943682/60805039 | |
| 11 | ZONGO | 95846920 | |
| 12 | DES 4 THERAPIES | 21323330/98846095 | 6EME |
| 13 | JERICHO | 95846914 | |
| 14 | SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA | 69510000 | |
| 15 | MAHUTON | 52018944 | |
| 16 | AMEN | 63016565/67309529 | 7EME |
| 17 | MARINA | 94018724 | |
| 18 | SAINTE GABRIEL | 95605656 | 8EME |
| 19 | KINDONOU | 21380115 | 9EME |
| 20 | DE L'AMITIE | 21380512/95869239 | 10EME |
| 21 | NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI | 62646802 | |
| 22 | VEDOKO | 94018722 | |
| 23 | DE LA PAIX | 21303865/97604362 | 11EME |
| 24 | LA MADONE | 95338399/94013982 | 12EME |
| 25 | SAINTE LOUIS | 95859686 | 13EME |
| 26 | LES PYLONES | 66826813/95924231 | |
| 27 | LULI LULI | 98656060 | |

Jours du marché Dantokpa

| |
|-------------------------------|
| Avril 2022 |
| Lundi 4 Avril 2022 |
| Vendredi 8 Avril 2022 |
| Mardi 12 Avril 2022 |
| Samedi 16 Avril 2022 |
| Mercredi 20 Avril 2022 |
| Dimanche 24 Avril 2022 |
| Jeudi 28 Avril 2022 |

Taux de change

| Devises étrangères | Franc CFA (1Xof) |
|--|------------------|
| Dollar (USD) | 612,10 |
| Euro | 655,95 |
| Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne) | 779,96 |
| Naira (NGN - Nigeria) | 1,47 |
| Cedi (GHS - Ghana) | 0,012 |
| Rand (ZAR - Afrique du Sud) | 39,07 |
| Yen (JPY) | 4,78 |
| Yuan (CNY) | 93,31 |
| Rouble russe (RUB) | 8,13 |
| Franc Suisse (CHF) | 638,6 |
| Franc Guinéen (GNF) | 0,069 |
| Roupie indienne (INR) | 7,99 |
| Droits de tirage spéciaux (FMI) | 828,63 |
| Or (XAU) | 1163511,6 |
| Argent (XAG) | 14512,88 |

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

| produits | Unité de mesure | Prix (en FCfa) |
|-----------------------------------|-----------------------|--------------------|
| Maïs | Tongolo | 250 |
| Mil | Tongolo | 350/400 |
| Gari ordinaire | Tongolo | 350 |
| Gari fin | Tongolo | 400 |
| Haricot rouge | Tongolo | 650 |
| Haricot blanc | Tongolo | 700/800 |
| Arachide décort. Gros grains | Tongolo | 700 |
| Piment vert (gbataki) | Tongolo | 400 |
| Tomate fraîche | Grand Panier | 15.000/22.000 |
| Oignon p m g | Panier (40) | 1500/2000/3000 |
| Farine de cossette d'igname | Tongolo | 1000 |
| Sésame qualité supérieure | Tongolo | 1000 |
| Sel marin local | Tongolo | 300 |
| Sel marin importé | Tongolo | 300 |
| Sucre en morceau | Paquet | 500 |
| Sucre en poudre | 1kg | 500 |
| Riz ordinaire | Tongolo | Entre 500 et 900 |
| Huile d'arachide locale | 1litre | 1200 |
| Huile végétale importée | 1litre | 1700 |
| Huile rouge locale | 1,5litre | 1000 |
| Igname ordinaire | Tas | 3500 |
| Igname à piler | Tas | 4500 |
| Savon palmida | 1pain | 200 |
| Lait concentré sucré BB et autres | 250g | 400/500 |
| Lait concentré sucré Jago | Plus d'1kg | 1000 |
| Lait concentré non sucré Peak | 250g | 400 |
| Sardine à huile | 250g | 500 |
| Couscous Sipa | 500g (en sachet) | 850 |
| Spaghetti Matanti | 250g/500g (en sachet) | 250/450 |
| Coquille Maman et autres | 250g/500g (en sachet) | 250/450 |
| Concentré de tomate | 150g/250g/1kg | 125/275/450/1900 |
| Banane | Régime | Entre 3000 et 4000 |
| Œuf | Plateau | 2300/2500 |

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 26/04/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 26 Avril 2022

| Matière première | Mois | Dernier | Var. | Var. % | Heure |
|--------------------------|------------|-----------|---------|---------|----------|
| Or | Juin 2022 | 1.899,45 | -34,85 | -1,80% | 20:58:02 |
| XAU/USD | | 1.898,68 | -33,09 | -1,71% | 20:58:04 |
| Argent | Mai 2022 | 23,718 | -0,541 | -2,23% | 20:58:02 |
| Cuivre | Juill 2022 | 4,4873 | -0,1147 | -2,49% | 20:58:02 |
| Platine | Juill 2022 | 911,40 | -16,00 | -1,73% | 20:58:04 |
| Palladium | Juin 2022 | 2.133,77 | -242,53 | -10,21% | 20:55:43 |
| Pétrole brut WTI | Juin 2022 | 99,12 | -2,95 | -2,89% | 20:58:04 |
| Pétrole Brent | Juill 2022 | 102,71 | -3,44 | -3,24% | 20:58:04 |
| Gaz naturel | Juin 2022 | 6,940 | +0,277 | +4,16% | 20:58:04 |
| Fioul | Juin 2022 | 3,6665 | +0,0307 | +0,84% | 20:58:04 |
| Essence RBOB | Juin 2022 | 3,2337 | -0,0523 | -1,59% | 20:58:04 |
| Gasol Londres | Mai 2022 | 1.109,25 | -0,25 | -0,02% | 20:58:04 |
| Aluminium | | 3.095,00 | -149,00 | -4,59% | 19:28:41 |
| Zinc | | 4.193,00 | -195,00 | -4,44% | 19:28:02 |
| Nickel | | 32.654,50 | -452,50 | -1,37% | 19:26:39 |
| Cuivre | | 9.840,50 | -227,00 | -2,25% | 19:29:14 |
| Blé américain | Juill 2022 | 1.072,80 | -2,20 | -0,20% | 20:20:04 |
| Riz Paddy | Mai 2022 | 16,330 | +0,125 | +0,77% | 20:20:04 |
| Maïs américain | Juill 2022 | 797,60 | +8,60 | +1,09% | 20:19:59 |
| Soja américain | Juill 2022 | 1.672,75 | -14,25 | -0,84% | 20:19:59 |
| Huile de Soja américaine | Juill 2022 | 79,86 | -0,65 | -0,81% | 20:19:59 |
| Farine de soja | Juill 2022 | 445,25 | -6,85 | -1,52% | 20:19:59 |
| Coton américain | Juill 2022 | 135,47 | -0,38 | -0,28% | 20:19:28 |
| Cacao américain | Juill 2022 | 2.500,00 | -54,00 | -2,11% | 19:29:00 |
| Café US C | Juill 2022 | 222,40 | -4,75 | -2,09% | 19:29:00 |
| Café de Londres | Mai 2022 | 2.055,00 | -77,00 | -3,61% | 18:30:06 |
| Sucre américain | Juill 2022 | 18,90 | -0,31 | -1,61% | 18:59:00 |
| Jus d'orange | Juill 2022 | 171,97 | -4,03 | -2,29% | 20:00:01 |
| Bétaïl | Avr 2022 | 139,40 | -3,05 | -2,14% | 20:04:44 |
| Porc | Mai 2022 | 107,50 | -4,35 | -3,89% | 20:04:54 |
| Bovins d'engraissement | Mai 2022 | 161,54 | -3,31 | -2,01% | 20:05:07 |
| Bois de construction | Mai 2022 | 999,50 | -3,10 | -0,31% | 20:47:41 |
| Avoine | | 717,00 | -2,25 | -0,31% | 20:18:26 |

Prix des produits hydrocarbures et gaz

| Produits | Unité de mesure | Prix (en FCfa) |
|--|----------------------------|----------------|
| Essence | 1l | 600 |
| Pétrole | 1L | 851 |
| Gasol | 1L | 668 |
| Mélange | 1L | 615 |
| Gaz domestique | 6kg (petite bouteille) | 4770 |
| | 12,5kg (moyenne bouteille) | 9900 |
| | 18kg (grande bouteille) | 14.300 |
| Huile à moteur (essence) | Bidon (1L) | 2.900 |
| | Bidon (4L) | 9.590 |
| Huile à moteur (diésel) | Bidon de 4Littres | 10.535 |
| Huile à moteur (Atf boîte automatique) | 2littres | 6.320 |
| Huile à moteur (à pont EP 90) | 2Littres | 6.130 |
| Huile à moteur en vrac | 1Litre | 2.265 |
| Huile à moteur diesel | 1Litre | 2.165 |
| Huile à 2 temps en vrac | 1L | 1.635 |
| Graisse | 0,400g | 2.940 |
| Eau distillée | 1,5L | 850 |
| Eau de refroidissement | Bidon (1,5L) | 1.600 |
| | Bidon (5L) | 5.000 |
| Electrolyte | 5L | 4.000 |
| E140 en vrac | 1L | 2.175 |
| E140 camion et 4X4 | Bidon de 2L | 6.295 |

Source : Station « JNP » Mardi 26 Avril 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

| Departements | Lieux | Noms | Jours | |
|--------------|------------|------------|------------|----------|
| Alibori | Malanville | Malanville | dimanche | |
| | Ségbana | Ségbana | dimanche | |
| | Bérébouaye | Bérébouaye | samedi | |
| | Malanville | Malanville | samedi | |
| | Karimama | Karimama | vendredi | |
| | | Matéri | Matéri | jeudi |
| Tanguiéta | | Tanguiéta | lundi | |
| Cobly | | Cobly | mercredi | |
| | | Gaouga | Gaouga | mardi |
| | Kassoua | Kassoua | mardi | |
| | Mono | Grand-Popo | Grand-Popo | mardi |
| Agoué | | Agoué | mercredi | |
| Zou | Djalloukou | Djalloukou | dimanche | |
| | Massi | Massi | dimanche | |
| | Agouna | Agouna | mardi | |
| | Ikémon | Ikémon | mercredi | |
| | Borgou | Gogounou | Gogounou | dimanche |
| Bembéréké | | Bembéréké | jeudi | |
| Kalalé | | Kalalé | jeudi | |
| Tchaourou | | Tchaourou | lundi | |
| Tchikandou | | Tchikandou | mardi | |
| Fô-Bouré | | Fô-Bouré | mercredi | |
| Sokka | | Sokka | mercredi | |
| Parakou | | Azeke | samedi | |
| N'Dali | | N'Dali | samedi | |
| Dunkassa | | Dunkassa | vendredi | |
| Collines | | Ouèdèmè | Ouèdèmè | dimanche |
| | | Ouessè | Ouessè | jeudi |
| | Gobada | Gobada | lundi | |
| | Savè | Savè | lundi | |
| | Tchetti | Tchetti | lundi | |
| | Glazoué | Glazoué | mercredi | |
| Donga | Lahotan | Lahotan | mercredi | |
| | Bénin | Bénin | jeudi | |
| | Tokotoko | Tokotoko | lundi | |

Rendez-vous économiques

| EVENEMENTS | DATE | LIEUX | ORGANISATEURS/CONTACTS |
|---|----------------------|---------------------------|---|
| Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque | 25-29 Avril 2022 | Dakar, Sénégal | avca@avca-africa.org |
| Cyber Africa Forum | 9 -10 Mai 2022 | Abidjan, Côte d'Ivoire | https://cyberafricaforum.com/ |
| African Mining Indaba 2022 | 9 au 12 Mai 2022 | Afrique du Sud | s.kamuanga-tossou@afdb.org |
| 12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022 | 16 - 19 Mai 2022 | Tokyo (en hybride) | https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504& |
| Forum Africallia 2022 | 18-20 Mai 2022 | Ouagadougou, Burkina-Faso | Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : alimath.mounirou@ccib.bj |
| 9ème édition du Sommet Africités | 17-21 Mai 2022 | Kisumu, Kenya | https://www.uclga.org/?lang=fr |
| Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) | 26 Mai -20 juin 2022 | Dakar au Sénégal | Email : fiarasenegal@yahoo.com Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36 |
| AFRICA CEO FORUM | 13-14 juin 2022 | Abidjan, Côte d'Ivoire | https://lc.cx/mw9vbW |
| Foire international africaine | 22-26 juin 2022 | France | https://www.la-fia.com/ |
| 5e Congrès mondial d'agroforesterie | 17-20 Juillet 2022 | Canada | https://www.agroforestry2022.org/fr |
| Foire commerciale intra-africaine | 21-27 novembre 2023 | Abidjan, Côte d'Ivoire | https://www.intrafricantradefair.com/ |

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUEDJJI

(Correspondant Mono-

Couffo)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

Epidémie de rougeole

L'UNICEF et l'OMS s'inquiètent de la flambée

L'UNICEF et l'OMS s'inquiètent de constater que les conditions actuelles sont particulièrement favorables à une flambée épidémique de rougeole, une situation qui met en danger les enfants

Alors que le nombre de cas de rougeole recensés à travers le monde a augmenté de 79 % au cours des deux premiers mois de l'année 2022 par rapport à la même période en 2021, l'OMS et l'UNICEF préviennent que les conditions actuelles sont propices à l'apparition de graves flambées épidémiques de maladies à prévention vaccinale

NEW YORK/GENÈVE, le 27 avril 2022 – L'augmentation préoccupante des cas de rougeole en janvier et février 2022 indique un risque accru de propagation des maladies à prévention vaccinale et pourrait engendrer d'importantes flambées épidémiques, en particulier de rougeole. Des millions d'enfants pourraient ainsi être touchés en 2022, avertissent l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF.

Les perturbations liées à la pandémie, l'aggravation des inégalités en matière d'accès aux vaccins et la réaffectation des ressources destinées à la vaccination de routine empêchent un trop grand nombre d'enfants de recevoir une



protection contre la rougeole et d'autres maladies à prévention vaccinale.

Le risque de flambées épidémiques importantes s'est accentué à mesure que les collectivités ont relâché la mise en œuvre des règles de distanciation physique et d'autres mesures de prévention de la COVID-19 imposées au plus fort de la pandémie. En outre, le déplacement de millions de personnes déclenché par les conflits et les crises qui font rage en Ukraine, en Éthiopie, en Somalie et en Afghanistan, entre autres pays, se traduit par la perturbation des services de vaccination de routine et contre la COVID-19, un manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et l'augmentation du risque d'épidémies de maladies à prévention vaccinale dans un contexte de promiscuité.

Quelque 17 338 cas de rougeole ont été recensés dans le monde en janvier et février 2022, contre 9 665 au cours des deux premiers mois de l'année 2021. Or, cette maladie très contagieuse a tendance à ressurgir rapidement lorsque les taux de vaccination diminuent. Les organisations s'inquiètent du fait que les flambées de rougeole puissent également laisser présager d'autres épidémies de maladies se propageant plus lentement.

Outre ses effets directs sur l'organisme, qui peuvent mettre en jeu le pronostic vital, le virus de la rougeole affaiblit le système immunitaire et rend l'enfant plus vulnérable pendant plusieurs mois à d'autres maladies infectieuses telles que la pneumonie et la diarrhée. La plupart des cas de rougeole surviennent dans des contextes ayant connu des difficultés sociales et économiques en raison de la COVID-19, d'un conflit ou d'autres crises, et touchés de manière chronique par la fragilité des infrastructures de santé et l'insécurité.

« En plus d'être une maladie dangereuse et potentiellement mortelle, la rougeole est un signe avant-coureur qui révèle des lacunes dans la couverture vaccinale à l'échelle du globe – des lacunes dont pâtiront les enfants vulnérables », a déclaré Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF. « S'il est encourageant de constater que la population de nombreuses collectivités commence à se sentir suffisamment protégée de la COVID-19 pour reprendre des vaccinations ;

• Comblant les lacunes en matière de couverture vaccinale, notamment grâce à l'identification des communautés et des personnes qui n'ont pas reçu de dose durant la pandémie ;

• Veillant à ce que la vaccination contre la COVID-19 fasse l'objet d'un financement distinct et soit bien intégrée dans la planification générale des services de vaccination, de sorte qu'elle ne soit pas menée au détriment d'autres vaccinations, notamment de celles contre les maladies infantiles ;

• Mettant en œuvre des plans nationaux de prévention et de lutte contre les épidémies de maladies à prévention vaccinale et en renforçant les systèmes de vaccination dans le cadre des mesures de relèvement face à la COVID-19.

À propos de l'UNICEF
L'UNICEF travaille dans certains des endroits les plus hospitaliers du monde pour atteindre les enfants les plus défavorisés. Dans plus de 190 pays et territoires, nous travaillons pour chaque enfant, chaque jour, afin de construire un monde meilleur pour tous. Pour en savoir plus sur l'UNICEF et son action, veuillez consulter le site : www.unicef.org/fr.

À propos de l'UNICEF

À propos de l'OMS
L'Organisation mondiale de la Santé assure un rôle de chef de file mondial dans le domaine de la santé publique au sein du système des Nations Unies. Fondée en 1948, l'OMS compte 194 États Membres, dans six régions. Sa mission consiste à promouvoir la santé, à préserver la sécurité mondiale et à servir les populations vulnérables. Son objectif pour la période 2019-2023 est de faire en sorte qu'un milliard de personnes supplémentaires bénéficient de la couverture sanitaire universelle, qu'un milliard de personnes supplémentaires soient mieux protégées face aux situations d'urgence sanitaire et qu'un milliard de personnes supplémentaires bénéficient d'un meilleur état de santé et d'un plus grand bien-être.

À propos de l'OMS

Source UNICEF

Liste des cinq pays ayant recensé le plus grand nombre de cas de rougeole au cours des 12 derniers mois, jusqu'en avril 2022¹

| Pays | Cas de rougeole recensés | Taux par million d'habitants | Taux de couverture pour la première dose de vaccin contre la rougeole (%), 2019 ² | Taux de couverture pour la première dose de vaccin contre la rougeole (%), 2020 ³ |
|-------------|--------------------------|------------------------------|--|--|
| Somalie | 9 068 | 554 | 46 | 46 |
| Yémen | 3 629 | 119 | 67 | 68 |
| Afghanistan | 3 628 | 91 | 64 | 66 |
| Nigéria | 12 341 | 58 | 54 | 54 |
| Éthiopie | 3 039 | 26 | 60 | 58 |

ses interactions sociales, cette reprise des activités dans les pays où les enfants ne bénéficient pas d'une vaccination de routine contribue à créer le terrain idéal pour la propagation de maladies telles que la rougeole. »

En 2020, 23 millions d'enfants (3,7 millions de plus qu'en 2019) n'ont pas reçu les vaccins infantiles de base dans le cadre des services de santé de routine, soit le chiffre le plus élevé depuis 2009.

En avril 2022, les organisations avaient recensé dans le monde, au cours des 12 derniers mois, 21 flambées épidémiques majeures de rougeole ayant eu des effets perturbateurs, l'Afrique et la Méditerranée orientale étant les régions les plus touchées. Toutefois, ces chiffres sont probablement sous-estimés car, la pandémie ayant mis à mal les systèmes de surveillance à l'échelle du globe, il est fort probable que la totalité des cas n'aient pu être signalés.

Parmi les pays où la rougeole a le plus sévi depuis l'an dernier figurent la Somalie, le Yémen, le Nigéria, l'Afghanistan et l'Éthiopie. L'insuffisance de la couverture vaccinale contre la rougeole est la principale cause de ces épidémies, quel que soit le pays concerné.

« La surcharge des systèmes de santé, dans le sillage de la pandémie de COVID-19, a conduit à l'interruption des services de vaccination. Or, nous constatons aujourd'hui la résurgence de maladies mortelles telles que la rougeole, et les conséquences de ces perturbations se feront sentir pendant plusieurs décennies en ce qui concerne d'autres maladies », a ajouté le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. « Il est urgent de remettre les services essentiels de vaccination sur les rails et de lancer des campagnes de rattrapage afin que chacun puisse avoir

accès à ces vaccins vitaux. »

Au 1er avril 2022, on déplorait toujours le report, en raison de la pandémie, de 57 campagnes contre des maladies à prévention vaccinale prévues dans 43 pays, au détriment de 203 millions de personnes, principalement des enfants. Parmi ces campagnes, 19 visent plus particulièrement la rougeole, une situation qui expose 73 millions d'enfants au risque de contracter cette maladie. En Ukraine, la campagne de rattrapage contre la rougeole commencée en 2019 a été interrompue en raison de la pandémie de COVID-19, puis de la guerre. Il est essentiel de mener des campagnes de vaccination de routine et de rattrapage partout où l'accès est possible afin de veiller à ce que la situation observée dans le pays entre 2017 et 2019, une période marquée par des flambées épidémiques à répétition qui ont touché plus de 115 000 personnes et entraîné 41 décès – soit le taux d'incidence le plus élevé en Europe –, ne se reproduise pas. Atteindre une couverture vaccinale d'au moins 95 % de la population avec deux doses de vaccin est un moyen sûr et efficace de protéger les enfants contre la rougeole. Or, dans de nombreux pays, les perturbations engendrées par la pandémie de COVID-19 ont retardé l'administration de la deuxième dose de vaccin.

Alors que les pays prennent des mesures pour lutter contre les épidémies de rougeole et d'autres maladies à prévention vaccinale, et s'efforcent de rattraper ce retard, l'UNICEF, l'OMS et leurs partenaires, à l'instar de Gavi, l'Alliance du vaccin, de l'Initiative contre la rougeole et la rubéole, et de la Fondation Bill & Melinda Gates, entre autres, poursuivent leurs efforts en matière de renforcement des systèmes de vaccination en :

• Rétablissant des services et des campagnes de vaccination afin que les pays puissent mener en toute sécurité des programmes de vaccination de routine et ainsi rattraper le retard accumulé ;

• Aidant les agents de santé et les dirigeants communautaires à communiquer activement avec les personnes qui s'occupent d'enfants pour leur expliquer l'importance

Rapport sur le développement dans le monde 2022

Les créances douteuses, un frein à l'essor des institutions financières

L'augmentation des créances douteuses appelées aussi prêts non performants ou non productifs (PNP) peut ouvrir la voie à des crises bancaires systémiques associées à des récessions graves et prolongées et générer des effets conséquents sur la pauvreté et les inégalités, a prévenu la Banque mondiale dans son dernier Rapport sur le développement dans le monde 2022.

● Issa SIKITI DA SILVA

En renforçant la transparence et en réduisant la part des prêts non productifs, les institutions financières peuvent rester stables, bien capitalisées et capables de fournir des crédits, en particulier aux ménages à faible revenu et aux petites entreprises, a souligné le rapport intitulé « La finance au service d'une reprise équitable ». Le montant total des PNP dans les banques africaines s'élève à environ 60 milliards de dollars, selon les chiffres officiels, contre environ 600 milliards de dollars en Europe. En Afrique, le ratio des PNP dépasse les 10 % dans plus de 30 pays. Selon la Société internationale de finance (IFC), une organisation du Groupe de la Banque mondiale, ces ratios élevés de PNP constituent un défi significatif pour de nombreuses banques. Par conséquent, le rapport de la Banque mondiale précise que l'identification et la gestion en temps opportun des créances improductives sont nécessaires, ajoutant toutefois que les éléments clés d'une telle stratégie sont la transparence, la résolution des problèmes bancaires.

Une forte hausse des PNP peut donner lieu à une boucle de rétroaction négative entre la détérioration des performances du secteur financier, l'affaiblissement de la valeur réelle et



de l'activité économique, qui peuvent aussi exacerber les inégalités économiques, a averti l'institution de Bretton Woods basée à Washington. L'accès au financement et au crédit contribue à stimuler la croissance économique, selon l'IFC, qui ajoute que lorsque les banques ont des PNP non résolus dans leurs actifs, le flux de crédit s'arrête, tout comme la croissance. Avec la croissance du crédit à l'échelle mondiale, des moyens efficaces de résoudre les actifs en difficulté sont de plus en plus critiques.

Gestion du risque

C'est pourquoi, la Banque mondiale insiste sur la gestion du risque posé par l'opacité sur la hausse des PNP, laquelle devrait être une priorité pour permettre un diagnostic précoce et clair des tensions financières en vue de faciliter la résolution du problème. « Les gouvernements et les superviseurs bancaires peuvent utiliser diverses interventions pour encourager les banques à

intensifier les efforts pour régler les prêts en difficulté. Pour gérer les volumes croissants de créances irrécouvrables, ils peuvent obliger les banques à adopter des processus appropriés et consacrer des ressources suffisantes au recouvrement des créances douteuses », a déclaré le rapport. En vue d'aider les pays à faire face aux nombreuses créances douteuses qui continuent de joncher les espaces de crédit de leurs institutions financières, l'IFC dirige un programme de récupération des actifs en difficulté appelé DARP (Distressed Asset Recovery Program), lequel se concentre sur l'acquisition et la résolution des actifs en difficulté, le risque de refinancement et de refinancement des entités viables et la restructuration des petites et moyennes entreprises (PME). Les experts définissent DARP comme un outil de gestion des risques qui permet aux banques de vendre ces PNP à des entités non bancaires spécialisées dans la résolution des problèmes de dette.

Distinction

Apollinaire Togbadji, élevé au grade de grand chevalier de l'Ordre national du Bénin

Le Directeur départemental de l'industrie et du commerce de l'Ouémé/Plateau, Apollinaire Togbadji a été reçu dans l'Ordre national du Bénin ce jeudi 28 avril 2022 par le grand vice-chancelier adjoint de l'Ordre national du Bénin, Falilou Adissa Akadiri.

● Falco VIGNON

Ils sont une cinquantaine de récipiendaires à être honorés par la Grande chancellerie du Bénin. La cérémonie de distinction s'est déroulée dans les locaux du Ministère de l'industrie et du commerce en présence du préfet de l'Atlantique Jean-Claude Codja, des chefs services de la Grande chancellerie du Bénin, des cadres de plusieurs institutions, parents et amis des récipiendaires. L'objectif de cette cérémonie est de rendre hommage à des cadres de divers grades, aux personnels de conception, d'exécution et de soutien qui œuvrent pour que l'administration publique fonctionne et joue pleinement son rôle. Une occasion pour l'Ordre national du Bénin de célébrer la synergie d'action entre les institutions de la République et les talents qui se sacrifient pour la cause commune



qu'est le développement du Bénin. Apollinaire Togbadji, Directeur départemental de l'industrie et du commerce de l'Ouémé/Plateau, un des récipiendaires s'est réjoui d'être parmi les nominés. Pour lui, cette distinction prouve que le travail qui se fait est bien apprécié. « C'est une joie de savoir que les efforts qui sont faits chaque jour sont

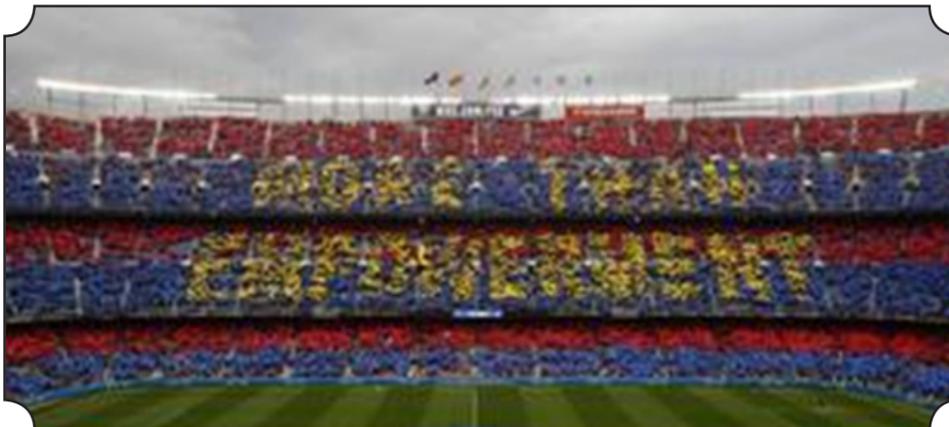
couronnés de succès », a-t-il martelé. Le Directeur départemental estime que loin d'être une couronne, cette distinction est une invite pour plus de patriotisme dans l'exécution de ses tâches en tant que Directeur départemental de l'industrie et du commerce de l'Ouémé/Plateau. « Cette distinction vient galvaniser une fois ma détermination à servir mon pays pour l'intérêt général », a-t-il précisé. Occasion pour lui d'inviter la jeunesse béninoise à donner le meilleur d'elle-même partout où elle est appelée à servir la nation. L'Ordre national du Bénin a été institué par le feu président Hubert MAGA en 1960. Il a pour fonction de récompenser les mérites des citoyens ayant contribué de façon exemplaire au rayonnement de notre pays et des valeurs qu'il défend et promeut.



Foot ball

Le FC Barcelone jouera une saison au stade olympique pendant les travaux du Camp Nou

Le président du FC Barcelone Joan Laporta et la maire de la ville Ada Colau ont annoncé ce jeudi que le club blaugrana jouera au stade olympique pendant l'entièreté de l'exercice 2023-2024, au plus fort des travaux de rénovation du Camp Nou. Le stade et le complexe sportif dont il fait partie seront transformés dans le cadre du projet « Espai Barça » (espace Barça en catalan), qui s'achèvera en 2025-2026. Pour financer ces travaux, le club a



contracté un prêt de 1,5 milliard d'euros : 900 millions serviront au Camp Nou, 420 au Palau Blaugrana (utilisé

par le basket et le handball) et 20 au stade Johan Cruyff, où joue l'équipe réserve.

Un écran à 360

degrés et la 5G

En 2022-2023, les travaux concerneront les deux pre-

miers niveaux des tribunes et les alentours du stade. Les hommes de Xavi pourront donc continuer à y jouer, avec une capacité de « pratiquement 100 % », a précisé Laporta. En revanche, ils devront déménager en 2023-2024 au stade olympique Lluís Companys, situé sur la colline de Montjuïc, où eurent lieu les Jeux de 1992. Le Barça retrouvera son Camp Nou en 2024-2025, mais avec une capacité réduite

de moitié en raison de la poursuite des travaux. La rénovation s'achèvera lors de la saison 2025-2026. Parmi les nouveautés qui en sortiront : un écran à 360 degrés, l'installation de la 5G et des systèmes améliorant l'efficacité énergétique. « Ce sera l'espace de sport et d'entraînement le plus grand et le plus innovateur construit au sein d'une ville », promet Laporta, désireux de revenir par la grande porte.

20 minutes



À tous nos héros du quotidien,
Bonne fête du travail

Service clients : (Appel et WhatsApp) +229 97 50 27 23 | JNP BENIN



Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin
 Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07
www.leconomistebenin.com



VOUS SOUHAITE

Bonnes Fêtes
de Travail et de Ramadan



LeconomisteBen1 leconomistbenin1@gmail.com

(+229) 60917800/ 95429626 L'Economiste du Bénin www.leconomistebenin.com